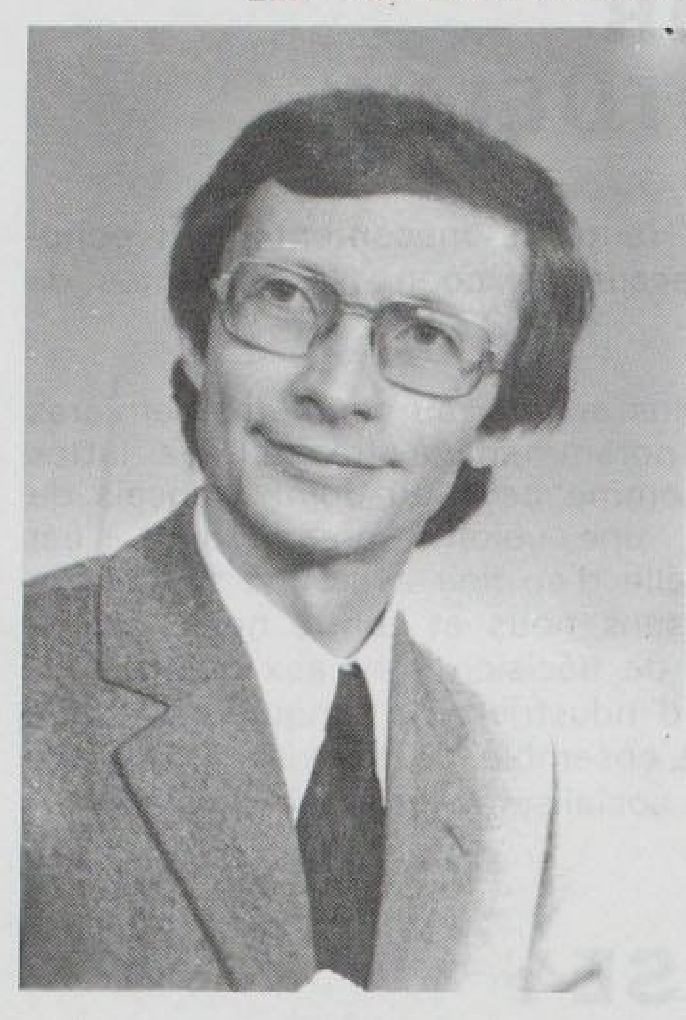
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973 – VAL-DE-MARNE 7e CIRCONSCRIPTION





Le Parti Socialiste Unifié
présente

Henri Saigre

Publiciste
Membre du Bureau National du PSU

SUPPLEANT

André Guérin

Technicien du Tourisme

MAIN BASSE SUR LA BANLIEUE

Vous êtes l'un de ces 120.000 habitants de la circonscription qui ne contrôlent pas le devenir de votre ville ou de votre quartier.

Pour la raison simple que le régime actuel agit pour le profit des banques, et non pas pour résoudre vos problèmes. Des exemples ?

■ **LOGEMENT** : dans les nombreux quartiers anciens apparaissent des résidences à grand standing. Mais à quel prix ? Qui en profite ?... Les trusts immobiliers qui récupèrent des loyers exhorbitants sur ceux qui ne peuvent se loger autrement.

■ **ECOLES** : elles sont surpeuplées et la situation va empirer avec les nouvelles constructions, alors qu'une bonne pédagogie nécessiterait 25 enfants au maximum par classe.

■ **EQUIPEMENTS SOCIAUX** : les crèches : insuffisance manifeste, les hôpitaux : où sont-ils ? Les foyers pour personnes âgées : il en manque, les bureaux d'aide sociale : débordés. La seule chose qu'il y ait en trop, c'est les appartements de standing inocupés.

■ **EMPLOI** : seulement deux entreprises qui emploient plus de 500 employés. 400 emplois industriels disparaissent chaque année dans le Val-de-Marne. Un travailleur sur trois est contraint de travailler à Paris. Un sur dix dans un autre département.

■ **TRANSPORTS** : lenteur, insuffisance, inconfort, coût élevé... une merveilleuse réussite. Que dire de la future prolongation du R.E.R. en tranchée ouverte au travers de Fontenay, ce qui va défigurer l'agglomération, alors qu'un tunnel préserverait le site et éviterait des expropriations. Mais cela coûte cher...

■ **LOISIRS** : combien d'espaces verts, de stades, de piscines, de maisons de jeunes. Elle est belle leur "nouvelle société".

C'est pourtant notre vie qui est en cause. Comme tous les banlieusards, nous sommes victimes des vautours de l'immobilier et des autres capitalistes, qui refusent de rendre la banlieue aux travailleurs.

RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE

C'est en effet notre objectif. Les problèmes de chaque commune, de chaque arrondissement, sont à peu près les mêmes dans toute la région parisienne.

Trente ans après la guerre, **la crise du logement** continue à sévir. S'il y a de la place dans les immeubles hors de prix nouvellement construits, les travailleurs, eux, sont chassés de leur quartier et envoyés dans les banlieues de plus en plus lointaines. Tout cela, pour le plus grand profit des banques, des promoteurs et des patrons des trusts du bâtiment.

Comme dit Pompidou, "les affaires" marchent bien... Mais le **chômage** s'aggrave dans la Région, touchant particulièrement les **jeunes** et les **travailleurs âgés ; la main d'œuvre féminine** est exploitée par les officines de travail temporaire. Les **travailleurs immigrés** sont cantonnés aux tâches les plus sales, sont payés au SMIC et mis à la porte à la première occasion.

Si encore, il était facile d'aller de son logement à son travail ! Mais le pouvoir n'a rien fait pour améliorer **les transports en commun** ; il s'est contenté de relever les tarifs ! L'action publique continue en fait à privilégier la **circulation automobile**, sans parvenir d'ailleurs à l'améliorer. Les travaux coûtent de plus en plus cher aux contribuables et ne rapportent qu'aux constructeurs d'automobiles, aux trusts du pétrole, au patronat des travaux publics.

C'est vrai aussi des autres équipements qui pourraient rendre notre vie moins difficile. Dans notre région il n'y a pas de place pour les jeunes, pour les vieux, pour les malades de milieu populaire (les hôpitaux centenaires s'écroulent, tandis que les cliniques privées, elles, s'enrichissent) etc... **Finissons en avec ce règne du profit. IL NOUS FAUT RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE.**

Ici comme ailleurs, nos luttes doivent imposer **le pouvoir des travailleurs.**

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIETE ACTUELLE...

Le régime gaulliste va vers sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers des luttes populaires comme celle du Joint Français de Saint-Brieuc, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **"Contrôler aujourd'hui pour décider demain"**, où le PSU démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, c'est nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

c'est contribuer avec toutes les forces populaires à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs" ;

c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;

c'est affirmer votre volonté de participer au combat qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent

le socialisme et l'autogestion



IMPRIMERIE C. CHAMBRE - METZ

Vu le candidat